Crise italienne, crise de l'UE et stratégie pour les prochaines élections

vendredi 8 juin 2018, par Denis COLLIN

La formation, après bien des péripéties de l'improbable gouvernement Lega-M5S marque le début d'une nouvelle phase de la vie politique italienne et un approfondissement de la crise de l'Union Européenne. L'impuissance des gouvernements allemand et français a éclaté au grand jour. Ils avaient joué la carte Matarrella mais celui-ci a dû reculer précipitamment et piteusement après avoir tenté un véritable coup d'État constitutionnel.

Disons-le d'abord pour éviter les procès en sorcellerie dont toute un partie de gauche est coutumière : l'alliance Lega-M5S n'est pas notre « tasse de thé » et Salvini est incontestablement un personnage peu sympathique. Mais la réalité, c'est aussi Salvini qui est le véritable homme fort du gouvernement et, à côté de lui, Di Maio, bien que représentant le premier parti italien, fait pâle figure. C'est bien un gouvernement Lega-M5S et non un gouvernement M5S-Lega, bien que le Premier, Conte, ait plus de sympathies pentastellistes que leghistes.

La durée de ce gouvernement est tout sauf garantie. Salvini est en campagne électorale et un crash de la coalition ne lui déplairait puisque les sondages lui promettent un grand bond en avant, au détriment principalement de Forza Italia, le parti de Berlusconi qui sort éreinté de la dernière phase. Bien qu' « anti-système », Salvini est un partisan de la prétendue « théorie du ruissellement » et son programme économique est basé sur la baisse des impôts pour les riches en tant que mesure de relance économique mais comme Di Maio annonce qu'il y aura pas d'augmentation de la TVA et qu'il faudra financer le revenu de base de citoyenneté, on chiffre déjà à 3% du PIB l'augmentation du déficit italien. Donc la question de la place de l'Italie dans l'euro est d'ores et déjà posée.

Bref, ce qui nous attend, ce sont des secousses profondes. Et l'équipage Macron-Merkel aura bien du mal à y faire face. Ici, tous les adversaires de l'UE tapent à bras raccourcis sur « les Allemands ». Dans bien des discours on voit ressurgir les casques à pointe, les « boches », les « fridolins », « les doryphores » tel qu'en eux-mêmes la mémoire de la guerre de 1870 les a conservé. Les Allemands ont le dos le large et comme leurs gouvernements ont commis de grandes fautes on peut sans peine s'exonérer des siennes propres à leur détriment. Il fait cependant rétablir la vérité historique : la France a autant et plus poussé à la discipline « austéritaire » que l'Allemagne. La France aurait pu s'opposer au traitement indigne imposé à la Grèce, mais elle n'en a rien fait et a pris sa part du dépeçage de ce malheureux pays. Dans l'affaire italienne, c'est le ministre français Le Maire qui a dégainé le premier en s'inquiétant du vote du peuple italien et en rappelant la discipline de l'UE. Quant aux propositions de Macron pour avancer vers un gouvernement économique de la zone euro elles sont un renforcement de la discipline supranationale et elles constituent donc une menace encore plus graves que les grossières gesticulations d'une certaine presse allemande, y compris et surtout « de gauche » (voir la couverture du Spiegel contre les « spaghettis »).

C'est le contexte dans lequel se préparent les élections européennes. Les listes sortes, les candidats s'alignent. Mais pour quoi ? Pour quelle ligne politique ? Mystère. On entend parler d'une « Europe sociale des peuples », formule creuse, usée jusqu'à la corde de toutes les versions de l'Europe de gauche que nous ont servies la gauche sous tous ses avatars depuis des décennies. Les principes devraient pourtant être clairs :

La souveraineté réside essentiellement dans la nation (cf. déclaration des droits de 1789) et donc non à la doctrine brejnevienne de la « souveraineté limitée défendue par Juncker, Macron et Merkel.
À la place du « machin », une confédération des peuples souverains, établie sur un seul principe : la paix

perpétuelle. Et donc la sortie de l’OTAN.
À la place du carcan de la monnaie unique, une monnaie commune et donc pour chaque pays membre de l’association une double monnaie.
Le développement d’une collaboration entre les différents pays membres de la nouvelle association sur des projets industriels, agricole ou écologiques précis.
Chaque membre de cette nouvelle association européen s’engage à respecter les principes républicains de gouvernement (souveraineté du peuple en matière législative, séparation des pouvoirs) et reconnaît les citoyens des autres pays comme des amis.

Bref ni plan A, ni plan B, ni plan C, mais une rupture profonde avec l’orientation suivie depuis 1958. Cela ne se fera sûrement pas en jour mais pour commencer, il faut savoir où l’on va ! Et le dire en paroles claires à tous les citoyens.